

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
16 décembre 2024  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 16 décembre 2024, adressée à la Présidente  
du Conseil de sécurité par la Représentante permanente  
du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le récapitulatif des travaux que le Conseil de sécurité a menés durant le mois de février 2024 sous la présidence du Guyana (voir annexe), établi par la Mission permanente du Guyana auprès de l'Organisation des Nations Unies à l'issue de consultations avec les autres membres du Conseil.

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadrice,  
Représentante permanente  
de la République coopérative du Guyana  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Carolyn **Rodrigues-Birkett**



**Annexe à la lettre datée du 16 décembre 2024 adressée  
à la Présidente du Conseil de sécurité par la Représentante  
permanente du Guyana auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Récapitulatif des travaux menés par le Conseil de sécurité  
sous la présidence du Guyana (février 2024)**

## **I. Introduction**

En février 2024, sous la présidence du Guyana, le Conseil de sécurité a tenu 17 séances publiques et 2 séances privées, et il s'est réuni 10 fois en consultation plénière. Sept séances ont eu lieu à la demande de membres du Conseil. Les organes subsidiaires du Conseil se sont aussi réunis à 11 reprises durant le mois.

Le Conseil de sécurité a effectué une mission sur le terrain en Colombie du 7 au 11 février, la première de l'année.

En ce qui concerne les produits, le Conseil de sécurité a examiné, mais n'a pas adopté, une résolution portant sur la situation à Gaza. En outre, quatre déclarations à la presse ont été publiées : deux le 8 février condamnant respectivement les attentats terroristes perpétrés à Pishin et à Qila Seïfoullah, au Baloutchistan (Pakistan) et les attaques menées dans la Zone administrative d'Abyei, une le 27 février concernant la situation en Libye, et une, le 29 février, sur les attentats terroristes perpétrés au Burkina Faso. Le Conseil a également décidé de publier deux séries d'éléments destinés à la presse, soit le 12 février sur la situation en République démocratique du Congo, et le 22 février sur la sûreté et la sécurité des membres du personnel de l'ONU à Gaza.

Au cours du mois, le Conseil de sécurité a reçu des informations de la part de 35 invités aux réunions officielles, dont 43 % de femmes. Vingt-neuf des invités étaient des responsables des Nations Unies, tandis que les autres étaient issus de la société civile, d'organisations intergouvernementales régionales et d'autres organisations n'appartenant pas au système des Nations Unies.

Assurant la présidence du Conseil de sécurité, le Guyana a organisé à ce titre, les 13 et 14 février, une manifestation phare : un débat public de haut niveau sur le thème « Les effets des changements climatiques et de l'insécurité alimentaire sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales ».

Le programme de travail provisoire a été adopté lors de consultations à huis clos le 1<sup>er</sup> février et présenté séparément aux membres de la presse et à tous les États Membres le même jour.

Le Guyana a organisé une séance récapitulative de type Tolède ouverte à tous les États Membres, qui s'est tenue le 29 février. À cette occasion, la Représentante permanente du Guyana, Carolyn Rodrigues-Birkett, le Représentant permanent du Mozambique, Pedro Comissário Afonso, et la Représentante permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Dame Barbara Woodward, ont fait rapport sur les activités du Conseil de sécurité en février.

## II. Questions thématiques et autres questions

### Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Le 13 février, le Conseil de sécurité a tenu un débat public de haut niveau sur le thème « Les effets des changements climatiques et de l'insécurité alimentaire sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales ». Le Président du Guyana, Mohamed Irfaan Ali, en a présidé les travaux.

Le Secrétaire général a fait une déclaration liminaire et les fonctionnaires suivants ont été invités à faire un exposé : le Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Simon Stiell, la Directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Beth Bechdol, et la Directrice des initiatives mondiales et du programme sur la paix, le climat et le développement durable de l'International Peace Institute, Jimena Leiva Roesch.

Dans son allocution, le Secrétaire général a souligné l'importance de la collaboration et la nécessité d'agir immédiatement pour rompre les liens funestes existant entre les conflits, le climat et l'insécurité alimentaire. Prenant la parole pour la première fois au Conseil de sécurité, le Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a déclaré, entre autres, qu'il n'y avait pas de sécurité nationale sans sécurité alimentaire et a souligné qu'il n'y aurait pas de sécurité alimentaire sans une action renforcée pour enrayer les changements climatiques. La Directrice générale adjointe de la FAO a souligné que les changements climatiques et les conflits étaient les questions les plus importantes nécessitant la prise de mesures d'urgence pour lutter contre l'insécurité alimentaire mondiale.

La représentante de la société civile, Jimena Leiva Roesch, a déclaré qu'il était important que le Conseil examine comment les changements climatiques amplifiaient les réalités existantes et a souligné l'importance d'enquêter sur toute situation qui pourrait entraîner un désaccord entre nations ou engendrer un différend pouvant menacer le maintien de la paix et de la sécurité.

Au total, 84 États Membres et organisations se sont exprimés lors du débat, qui s'est poursuivi le 14 février. Les recommandations formulées sont consignées dans un rapport de synthèse publié par la suite par le Guyana à titre national.

### Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

Le 15 février, le Conseil de sécurité a organisé une séance d'information sur le thème « Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme » afin d'examiner le dix-huitième rapport du Secrétaire général sur la menace que représente l'EIIL (Daech) pour la paix et la sécurité internationales ([S/2024/117](#)). À cette occasion, l'action menée par l'Organisation des Nations Unies pour aider les États Membres à lutter contre le terrorisme a également été examinée.

Le Secrétaire général adjoint chargé du Bureau de lutte contre le terrorisme, Vladimir Voronkov, la Directrice exécutive de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, Natalia Gherman, et le Secrétaire général de l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), Jürgen Stock, ont fait des exposés.

Le Secrétaire général adjoint chargé du Bureau de lutte contre le terrorisme a demandé instamment que la tragédie, la destruction et les souffrances causées par le terrorisme servent de motivation pour renouveler l'engagement international à

remédier à ses terribles conséquences et à accentuer les efforts en vue de prévenir de telles attaques.

Dans son exposé, la Directrice exécutive de la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme a mis en lumière les initiatives destinées à contrer la menace de l'EIL (Daech) et de ses affiliés. Elle a également indiqué que la lutte contre l'utilisation des technologies nouvelles et émergentes à des fins terroristes et l'application du principe de responsabilité et la justice étaient actuellement les priorités de la Direction exécutive.

Le Secrétaire général d'INTERPOL a évoqué l'étroite collaboration nouée par son organisation avec le Bureau de lutte contre le terrorisme et la Direction exécutive pour aider les services de répression à repérer et prévenir l'exploitation à des fins terroristes des outils de diffusion vidéo et des services de chiffrement. Il a également souligné les menaces posées par la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic de cocaïne transitant par l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Ouest.

Les membres du Conseil se sont dits conscients de la menace importante que représente le terrorisme et des conséquences dévastatrices des activités terroristes sur les États et leurs efforts de développement.

### **III. Amériques**

#### **Colombie**

Le Conseil de sécurité a effectué sa troisième mission sur le terrain en Colombie du 7 au 11 février, à l'invitation du Gouvernement. La mission était codirigée par les Représentantes permanentes du Guyana (État présidant le Conseil), du Royaume-Uni (État rédacteur) et de la Suisse (État accompagnant les négociations avec l'Armée de libération nationale et garant du processus avec le groupe État-major central des Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire). Les précédentes missions en Colombie avaient eu lieu en 2017 et 2019.

La visite avait pour but de permettre d'évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord final de 2016 pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable conclu entre le Gouvernement colombien et l'ancien groupe rebelle des Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire, de recueillir des informations sur les défis à relever et de réaffirmer l'attachement du Conseil de sécurité à la paix en Colombie. Elle a par ailleurs permis aux membres du Conseil d'en apprendre davantage sur le travail de la Mission de vérification des Nations Unies et d'autres organismes des Nations Unies en Colombie.

Les membres du Conseil de sécurité ont rencontré le Président Gustavo Petro Urrego et la Vice-Présidente Francia Márquez. Des réunions ont en outre eu lieu avec des membres du Congrès, avec le Conseiller pour la paix, avec des membres des entités chargées de l'application de l'Accord de paix final et de la Juridiction spéciale pour la paix ainsi qu'avec des signataires de l'Accord de paix. Des visites ont été effectuées dans des collectivités de réintégration à Caquetá et Buenaventura, où les membres du Conseil ont eu l'occasion de dialoguer avec diverses composantes de la société colombienne et de s'informer des réalisations et des difficultés liées au processus de réintégration. Les membres ont rencontré des ex-combattants, des membres d'organisations de femmes et de jeunes ainsi que des chefs de communautés afro-colombiennes et autochtones.

La mission était composée de représentants des 15 États membres du Conseil de sécurité, accompagnés de responsables de la Division des affaires du Conseil de

sécurité, du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et Département de la sûreté et de la sécurité.

La mission était coorganisée par le Gouvernement colombien et la Mission de vérification des Nations Unies ainsi que d'autres organismes des Nations Unies à Bogota.

Le 22 février, le Conseil de sécurité a tenu sa 9555<sup>e</sup> séance, au cours de laquelle les représentantes des pays qui ont conduit la mission ont fait part de leurs observations et présenté leur évaluation de la mission. Chacune d'elles a rendu compte des réunions qu'elle avait présidées.

La Représentante permanente du Guyana a mentionné les réunions avec l'équipe de pays des Nations Unies, le Président Petro Urrego, les membres des organisations de la société civile et les dirigeants afro-colombiens et autochtones à Buenaventura. Elle a déclaré, résumant les principaux messages entendus lors de ces discussions, que la mise en œuvre de l'Accord de paix final suscitait un engagement et un appui larges, qu'il fallait mettre rapidement en œuvre l'Accord, en particulier en ce qui concerne la réforme rurale et les dispositions ethniques, que la question de l'accès à la terre et de la propriété foncière était au cœur du règlement du conflit, qu'il était urgent de remédier à l'absence de l'État dans les zones rurales, et qu'il était crucial que le Conseil de sécurité continue d'apporter son appui.

La Représentante permanente du Royaume-Uni a indiqué que le Conseil de sécurité avait été assuré d'un engagement ferme en faveur de l'Accord de paix et qu'il avait été également insisté sur l'importance des garanties de sécurité pour les ex-combattants. La rencontre avec le Conseiller pour la paix avait permis de discuter du processus en cours avec l'Armée de libération nationale au vu de la récente prorogation du cessez-le-feu, dont la surveillance avait été confiée à la Mission de vérification des Nations Unies. La Représentante permanente a en outre indiqué qu'à l'occasion de leur rencontre avec les signataires de l'Accord de paix à Agua Bonita, les membres du Conseil avaient salué l'engagement inébranlable de ces derniers en faveur de la paix.

La Représentante permanente de la Suisse, Pascale Baeriswyl, a indiqué que lors de leur réunion avec des organisations de femmes, les membres du Conseil de sécurité avaient échangé sur les priorités concernant les femmes et la paix et la sécurité [résolution [1325 \(2000\)](#)] et sur le premier plan d'action national de la Colombie en faveur des femmes.

Elle a ajouté que les participantes avaient décrit les risques auxquels elles et leurs enfants étaient exposés et les défis posés par la protection des droits humains au quotidien.

## IV. Europe

### Ukraine

#### Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Le 6 février, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information, à la demande de la Fédération de Russie, pour discuter des frappes aériennes qui avaient touché une boulangerie, le 3 février. Il a entendu un exposé de la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, Rosemary DiCarlo.

La Secrétaire générale adjointe a indiqué au Conseil de sécurité que, le 3 février, les frappes aériennes qui avaient touché un bâtiment abritant la boulangerie auraient fait 28 morts, dont un enfant, et des dizaines de blessés. Elle a noté que le nombre de

victimes civiles en Ukraine avait considérablement augmenté en décembre 2023 et en janvier de cette année par rapport aux mois précédents, ce qui venait inverser la tendance à la baisse concernant les victimes civiles observée tout au long de l'année 2023. Elle a souligné les incidences humanitaires du conflit, indiquant que 40 % de la population ukrainienne avait besoin d'une aide humanitaire.

Au cours de la discussion qui a suivi, les membres du Conseil de sécurité ont mis en lumière les effets dévastateurs du conflit. La plupart des membres du Conseil ont plaidé en faveur du dialogue et de la diplomatie et ont appelé à une cessation des hostilités pour que prenne fin le conflit. Ils ont également souligné la nécessité d'un accès sans entrave pour les agents humanitaires, conformément aux dispositions du droit international humanitaire.

Le représentant de l'Ukraine a participé à la séance en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité.

### **Menaces contre la paix et la sécurité internationales (anniversaire des accords de Minsk)**

Le 12 février, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information, à la demande de la Fédération de Russie, pour marquer l'anniversaire des accords de Minsk. Le Conseil a entendu un exposé du Sous-Secrétaire général pour l'Europe, l'Asie centrale et les Amériques du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, Miroslav Jenča, ainsi que le témoignage, par visioconférence, de Steve Sweeney, militant politique et journaliste basé à Donetsk.

Le Sous-Secrétaire général a souligné les efforts déployés pour régler le conflit par des moyens diplomatiques, notant que l'ONU n'était officiellement partie à aucun mécanisme lié au processus de paix en Ukraine. Il a fait état du nombre croissant de victimes civiles faites par les attaques et de la détérioration de la situation humanitaire. M. Sweeney a évoqué la situation dans la région du Donbas, déplorant ce qu'il estimait être les conséquences de l'échec des accords de Minsk.

Les membres du Conseil de sécurité ont souligné l'importance de l'engagement diplomatique dans la recherche d'une solution pacifique au conflit.

Les représentants de l'Ukraine et de l'Allemagne ont participé à la séance en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

### **Maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine**

Le 23 février, le Conseil de sécurité a organisé une séance d'information au niveau ministériel sur le maintien de la paix et de la sécurité en Ukraine, à l'occasion du deuxième anniversaire du conflit. Le Secrétaire général a fait un exposé et a appelé à la fin du conflit et à une paix juste reposant sur la Charte des Nations Unies, le droit international et les résolutions de l'Assemblée générale. Il a mis en lumière la détérioration de la situation humanitaire résultant du conflit.

Les membres du Conseil de sécurité en majorité ont déploré le nombre élevé de victimes civiles et ont appelé de leurs vœux la fin du conflit. Nombre d'entre eux se sont également exprimés sur les incidences du conflit en cours.

L'Ukraine était représentée à la séance par le Ministre des affaires étrangères, Dmytro Kuleba. Les Ministres des affaires étrangères de la Slovaquie, de la France, de la Suisse, de la République de Corée, des Pays-Bas, du Luxembourg, de la Lituanie, du Portugal, de la Pologne, de l'Allemagne et de la Croatie, ainsi que le Ministre des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement du Royaume-Uni et le Ministre des affaires étrangères du Japon ont également pris la parole.

## Kosovo

### Résolutions [1160 \(1998\)](#), [1199 \(1998\)](#), [1203 \(1998\)](#), [1239 \(1999\)](#) et [1244 \(1999\)](#) du Conseil de sécurité

Le 8 février, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information publique à la demande de la Serbie, appuyée par la Fédération de Russie et la Chine. Il a entendu un exposé de la Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo, Caroline Ziadeh. Le Président de la Serbie, Aleksandar Vučić, a participé à la séance en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil, et Albin Kurti y a participé en vertu de l'article 39 dudit règlement.

La Représentante spéciale du Secrétaire général a signalé que l'annonce faite par le Kosovo d'une nouvelle réglementation visant à mettre fin à l'utilisation du dinar serbe pourrait attiser un climat d'insécurité et de méfiance dans le pays. Elle a estimé que la mesure pourrait toucher des dizaines de milliers de Serbes du Kosovo vivant dans quatre municipalités du nord ainsi que, plus généralement, l'économie, en réduisant le pouvoir d'achat des individus.

Des inquiétudes ont été exprimées quant aux éventuelles répercussions de la nouvelle réglementation sur la minorité serbe. Le dialogue entre Belgrade et Pristina a été jugé important pour régler la question et le Kosovo a été appelé à prendre en compte les préoccupations existantes, conformément à la résolution [1244 \(1999\)](#) du Conseil de sécurité.

## V. Moyen-Orient

### Iraq

#### Menaces contre la paix et la sécurité internationales

Le 5 février, une séance urgente du Conseil de sécurité s'est tenue, à la demande de la Fédération de Russie, à la suite des frappes aériennes lancées en représailles par les États-Unis d'Amérique en République arabe syrienne et en Iraq, le 2 février. La Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix a fait un exposé au Conseil.

La Secrétaire générale adjointe a souligné que 165 attaques avaient visé des installations américaines en Syrie et en Iraq, suivies de 85 frappes aériennes lancées par les États-Unis dans les deux pays. Elle a pris acte du risque d'escalade militaire au Moyen-Orient et a appelé le Conseil de sécurité à continuer de s'engager activement auprès de toutes les parties concernées afin d'empêcher toute nouvelle escalade qui pourrait compromettre la paix et la sécurité régionales.

Les membres du Conseil de sécurité se sont fait l'écho de l'appel à la désescalade des tensions dans la région du Moyen-Orient. Beaucoup ont également souligné l'importance de parvenir à un cessez-le-feu humanitaire à Gaza.

Les représentants de la République arabe syrienne, de l'Iraq et de la République islamique d'Iran ont participé à la séance en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité et ont prononcé des allocutions.

#### Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq

Le 6 février, le Conseil de sécurité s'est réuni pour examiner le rapport du Secrétaire général sur la Mission d'assistance des Nations Unies pour l'Iraq (MANUI)

(S/2024/96). Il a entendu un exposé de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Iraq et Chef de la MANUI, Jeanine Hennis-Plasschaert.

La Représentante spéciale a signalé au Conseil que les attaques provenant de l'intérieur de l'Iraq comme de l'extérieur pourraient réduire à néant la stabilité du pays et d'autres réalisations accomplies au cours des 18 derniers mois. Elle a souligné que les groupes impliqués dans les attaques agissaient hors du contrôle de l'État, et a appelé toutes les parties à faire preuve de retenue, soulignant que celle-ci était essentielle si l'on voulait éviter que l'Iraq ne soit entraîné dans un conflit régional plus large. La Représentante spéciale a également annoncé qu'elle mettrait fin à son mandat en mai 2024.

Les membres du Conseil de sécurité ont évoqué les progrès significatifs réalisés par l'Iraq dans la tenue d'élections et la mise en place de réformes économiques. Des voix se sont élevées pour appuyer le travail de la MANUI et souligner l'importance de respecter la souveraineté de l'Iraq ainsi que la nécessité d'entamer des discussions sur le renouvellement du mandat de la MANUI.

Les Représentants permanents de l'Iraq et du Koweït ont participé à la séance en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité.

## **Yémen**

### **La situation au Moyen-Orient (Yémen)**

Le 14 février s'est tenue une séance d'information sur la situation au Yémen. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Hans Grundberg, et la Directrice des opérations et de la communication du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Edem Wosornu, ont fait des exposés.

L'Envoyé spécial a mis en exergue trois questions qu'il fallait immédiatement régler concernant la situation au Yémen, à savoir une désescalade régionale rendue possible grâce à la priorité accordée par l'ONU aux canaux diplomatiques, un cessez-le-feu humanitaire à Gaza, comme demandé par le Secrétaire général, et un recentrage des parties sur la sauvegarde des progrès réalisés jusque-là dans la conclusion d'un accord de paix.

La Directrice des opérations et de la communication a noté que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires avait mis en évidence un déficit budgétaire dans le financement de son appel humanitaire en 2023. Elle s'est inquiétée de la possibilité d'un retour au conflit et a souligné l'extrême vulnérabilité du Yémen aux changements climatiques.

Les membres du Conseil de sécurité ont exprimé leur inquiétude face à la situation humanitaire désastreuse au Yémen et à l'escalade des tensions dans la région. Plusieurs membres ont condamné les attaques lancées par les houthistes contre des navires en mer Rouge et ont exprimé leur soutien au processus de paix au Yémen.

Le Représentant permanent du Yémen a participé à la séance en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil et a fait une déclaration.

Le Président du Comité de coordination du redéploiement et Chef de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda, le général de division Michael Beary, s'est exprimé devant les membres du Conseil de sécurité au cours des consultations qui ont suivi la séance d'information.



## République arabe syrienne

### La situation au Moyen-Orient (République arabe syrienne)

Le 27 février, le Conseil de sécurité a tenu sa séance d'information mensuelle sur la situation politique et humanitaire en République arabe syrienne.

Il a entendu des exposés de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Geir Pedersen, et du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths. Le premier s'est centré sur l'évolution de la situation politique, tandis que le second a fait le point sur la situation humanitaire.

L'Envoyé spécial a fait un récapitulatif des négociations politiques et des efforts déployés en vue de la reprise des réunions de la Commission constitutionnelle. Le Secrétaire général adjoint et Coordonnateur des secours d'urgence a informé le Conseil de sécurité que la situation humanitaire s'était détériorée à la suite des tremblements de terre de 2023. Il a déclaré que les perspectives pour 2024 étaient sombres, 16,7 millions de personnes ayant désormais besoin d'une aide humanitaire. La nécessité de renforcer le soutien au plan de réponse humanitaire de 2024 a également été soulignée, de même que la nécessité d'étendre les livraisons transversales, en particulier dans la région du nord-ouest.

Dans leurs interventions, les membres du Conseil de sécurité ont largement insisté sur le fait qu'il importait de progresser dans la réalisation de la feuille de route pour un processus de paix et d'accroître l'accès et le soutien humanitaires. De nombreux membres du Conseil ont souhaité que la Commission constitutionnelle se réunisse à nouveau. Sur le plan humanitaire, l'accent a été longuement mis sur la nécessité de soutenir les projets de relèvement rapide.

La République arabe syrienne, la République islamique d'Iran et la Türkiye ont participé à la séance en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité.

## Afghanistan

Le 26 février, le Conseil de sécurité a tenu une séance privée sur la situation en Afghanistan. Il a entendu un exposé de la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix.

Le Conseil a adopté un communiqué, dont la présidence a donné lecture.

## Palestine

### La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le 12 février, à la demande de l'Algérie, le Conseil de sécurité a examiné la situation dans la bande de Gaza, s'attardant en particulier sur l'évolution de la situation à Rafah.

Le 20 février, le Conseil s'est réuni pour examiner un projet de résolution sur la situation à Gaza, déposé par la délégation algérienne. Dans celui-ci, on a appelé à un cessez-le-feu humanitaire immédiat et au respect des obligations découlant du droit international. On y a également condamné le déplacement forcé de la population civile palestinienne et exigé, entre autres, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages.

En tout, 13 membres du Conseil de sécurité ont voté pour le projet de résolution. Les États-Unis ont voté contre et le Royaume-Uni s'est abstenu. Le projet de résolution n'a pas été adopté, par suite du vote négatif d'un membre permanent.

Dans les déclarations qu'ils ont faites pour expliquer leur position, la plupart des membres du Conseil de sécurité ont exprimé leur inquiétude face à la situation humanitaire désastreuse à Gaza et ont appelé à un cessez-le-feu immédiat.

Les représentants de la Palestine, d'Israël, du Qatar, de la Tunisie et de l'Égypte ont participé à la séance en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

Le 22 février, le Conseil de sécurité a tenu sa séance mensuelle sur la question intitulée « La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne ». Il a entendu des exposés du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient et Représentant personnel du Secrétaire général auprès de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Autorité palestinienne, Tor Wennesland, et du Secrétaire général de Médecins sans frontières, Christopher Lockyear.

Le Coordonnateur spécial s'est dit très préoccupé par la possibilité d'une opération militaire israélienne de grande envergure à Rafah. Il a souligné qu'il était urgent de trouver un accord afin de parvenir à un cessez-le-feu humanitaire et de libérer les otages. Il a également décrit les obstacles entravant l'accès humanitaire à Gaza et a exhorté toutes les parties concernées à y remédier. Il a par ailleurs évoqué la détérioration de la situation en Cisjordanie, citant un certain nombre d'épisodes s'étant soldés par des morts et dénonçant la violence des colons.

Dans son exposé, le Secrétaire général de Médecins sans frontières a déclaré que les Palestiniens vivaient dans la crainte d'une invasion terrestre à Rafah. Il a mentionné l'échec des systèmes de déconfliction et de notification et a déclaré qu'il ne restait aucun système de santé à Gaza et qu'il y avait pénurie de fournitures médicales de base, y compris d'anesthésiques. Il a également souligné la nécessité de parvenir à un cessez-le-feu.

Dans leurs interventions, la plupart des membres du Conseil de sécurité ont souligné la nécessité d'un cessez-le-feu humanitaire immédiat et d'un accès humanitaire total permettant de faciliter l'acheminement de l'aide. S'agissant de la situation à Rafah, il a été souligné la nécessité d'éviter une opération terrestre. Les membres du Conseil ont également évoqué la crise de la sécurité alimentaire à Gaza et la décision du Programme alimentaire mondial (PAM) de suspendre ses opérations dans le nord de la bande de Gaza en raison des menaces accrues pesant sur la sécurité. Les membres du Conseil ont en outre appelé à la libération de tous les otages et ont souligné la nécessité de faire respecter le droit international et de faire progresser la mise en œuvre de la solution des deux États.

Des éléments destinés à la presse ont été publiés le même jour pour réclamer la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies à Gaza.

### **Protection des civils en période de conflit armé**

Le 27 février, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information au titre de la question intitulée « Protection des civils en période de conflit armé », à la demande des coordonnateurs informels sur les conflits et la faim, le Guyana (à titre national) et la Suisse, rejoints par l'Algérie et la Slovaquie, et à la suite de la publication de la note sur la protection des civils en période de conflit – résolution 2417 (2018) – et sur les faits nouveaux concernant les risques liés à la sécurité alimentaire à Gaza.

Le Directeur de la Division de la coordination du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Ramesh Rajasingham, le Directeur général adjoint de la FAO, Maurizio Martina, et le Directeur exécutif adjoint du PAM, Carl Skau, ont fait des exposés.

Les représentants du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, de la FAO et du PAM ont noté que dès le début des hostilités à Gaza, il avait été prévu que les attaques du 7 octobre auraient de graves répercussions sur la sécurité alimentaire. Ils ont rappelé les prévisions faites en décembre 2023 selon lesquelles, en février 2024 au plus tard, la totalité des 2,2 millions d'habitants de Gaza souffriraient d'insécurité alimentaire aiguë, et ont déclaré que 576 000 personnes se trouvaient désormais au bord de la famine. Ils ont également noté que la faim et le risque de famine étaient exacerbés par d'autres facteurs, tels que la perturbation des services d'eau, d'assainissement et de santé.

Dans leurs interventions, les membres du Conseil de sécurité ont exprimé leur inquiétude quant à l'état de la sécurité alimentaire à Gaza. Plusieurs d'entre eux ont souligné les conséquences du manque de nourriture sur les enfants et les femmes enceintes en particulier et ont appelé Israël à respecter ses obligations au titre du droit international humanitaire. Nombre d'entre eux ont condamné la poursuite des hostilités par Israël à Gaza, souligné l'importance du travail accompli dans la bande de Gaza par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et appelé à une augmentation du financement de l'Office et à l'invalidation des décisions prises par certains donateurs de suspendre leur financement. Plusieurs membres ont réaffirmé la nécessité d'un cessez-le-feu à Gaza.

La Palestine, Israël, la Tunisie (au nom du Groupe des États arabes) et le Pakistan ont également participé à la séance en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

### **La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne**

Le 29 février, à la demande de l'Algérie, le Conseil de sécurité a tenu des consultations pour examiner la situation à Gaza, notamment un épisode qui s'était produit plus tôt dans la journée et qui avait entraîné la mort de civils.

## **VI. Afrique**

### **République centrafricaine**

#### **La situation en République centrafricaine**

Le 21 février, le Conseil de sécurité a tenu sa séance d'information bimestrielle sur la situation en République centrafricaine. La Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), Valentine Rugwabiza, s'est exprimée à cette occasion.

La Représentante spéciale a pris note des principaux faits nouveaux survenus sur le plan politique, signalant que le Président Touadera avait présidé, le 6 février, une session extraordinaire du Comité exécutif de suivi de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation tenue, le 6 février, à l'occasion du cinquième anniversaire de la signature dudit accord. La Représentante spéciale a également informé le Conseil de sécurité d'une attaque lancée contre la MINUSCA, qui avait coûté la vie à un soldat de la paix camerounais. Elle a exprimé la nécessité de mettre en place des mesures permettant de parer aux menaces que représentaient les engins explosifs pour les

soldats de la paix, tout en notant que le Conseil et l'ensemble des membres devaient faire tout ce qui était en leur pouvoir pour empêcher le transfert de ces armes meurtrières vers d'autres régions du pays.

Les membres du Conseil de sécurité ont souligné l'importance de progresser dans le processus de paix et d'assurer la stabilité du pays.

Des consultations se sont tenues au terme de la séance d'information.

## **République démocratique du Congo**

### **Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo**

Le 12 février, le Conseil de sécurité a tenu des consultations à la demande de la France. Il a entendu des exposés du Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, et de la Secrétaire générale adjointe chargée du Département des stratégies et politiques de gestion et de la conformité, Catherine Pollard. La tenue de la séance avait été demandée après la visite faite par le Secrétaire général adjoint et la Secrétaire générale adjointe en République démocratique du Congo entre le 1<sup>er</sup> et le 7 février, et face à l'aggravation de la situation dans le pays.

Des éléments destinés à la presse ont été publiés à l'issue de la séance.

### **La situation concernant la République démocratique du Congo**

Le 20 février, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information publique sur la situation en République démocratique du Congo, à la demande de la France. La France avait demandé la tenue de cette séance dans le cadre du suivi des consultations sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) qui avaient eu lieu le 12 février et à la lumière de la situation régnant dans le pays, en particulier au Nord-Kivu. La Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la MONUSCO, Bintou Keita, a fait un exposé.

La Représentante spéciale a indiqué que, depuis le 28 janvier, les combats entre le Mouvement du 23 mars et les Forces armées de la République démocratique du Congo s'étaient considérablement intensifiés. Les combats à Sake, dans la région de Goma, étaient particulièrement intenses et l'accès aux territoires de Goma se trouvant sous le contrôle du Mouvement du 23 mars avait été restreint. Les violences sexuelles liées au conflit, les déplacements internes, le recrutement d'enfants et d'autres violations des droits humains étaient toujours monnaie courante dans le pays. Elle a souligné le risque d'une extension du conflit si les efforts diplomatiques n'aboutissaient pas à une solution à la crise et a insisté sur la nécessité d'appuyer les processus de Nairobi et de Luanda.

Les membres du Conseil de sécurité ont souligné la nécessité de régler le conflit faisant rage dans l'est de la République démocratique du Congo et de mettre fin à l'escalade de la violence. Ils ont condamné les activités menées par les groupes armés dans le pays et ont appelé les acteurs extérieurs à cesser de soutenir ces groupes. Certains membres du Conseil se sont dits préoccupés par l'imminence de la première phase du retrait de la MONUSCO au vu des conditions de sécurité et de la dégradation de la situation humanitaire. D'aucuns ont également exprimé leur inquiétude quant aux discours de haine visant les Tutsis et à la désinformation dont la MONUSCO était l'objet, soulignant l'importance des processus de Luanda et de Nairobi.

Les représentants permanents de la République démocratique du Congo et du Rwanda ont également participé à la séance en vertu de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil.

## Libye

### La situation en Libye

Le 15 février, le Conseil de sécurité a tenu sa séance d'information bimestrielle sur la situation en Libye. Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, Abdoulaye Bathily, a fait un exposé, et le Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1970 \(2011\)](#) concernant la Libye, l'Ambassadeur Yamazaki Kazuyuki du Japon, a rendu compte au Conseil des travaux du Comité.

Le Représentant spécial a informé le Conseil de sécurité de l'évolution récente de la situation politique et humanitaire et des conditions de sécurité régnant en Libye. Il a évoqué la situation politique du pays, notamment les efforts déployés pour organiser des élections nationales, et a expliqué que le Comité 6+6 avait finalisé le cadre constitutionnel et juridique des élections mais que des dissensions subsistaient entre les acteurs politiques. Il a également parlé de la détention arbitraire d'individus, y compris d'enfants.

L'Ambassadeur Kazuyuki, en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1970 \(2011\)](#) concernant la Libye, a rendu compte au Conseil de sécurité des travaux du Comité. Le rapport portait sur la période allant du 19 décembre 2023 au 15 février 2024.

Les membres du Conseil de sécurité se sont dits préoccupés par l'impasse politique dans laquelle se trouvait la Libye et ont appelé tous les acteurs politiques concernés à agir dans l'intérêt du peuple libyen. Certains membres du Conseil ont souligné l'importance d'accroître la participation des femmes et des jeunes au processus politique.

## Somalie

### La situation en Somalie

Le 19 février, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information sur la situation en Somalie après la publication du rapport du Secrétaire général sur l'application des résolutions [2705 \(2023\)](#) et [2710 \(2023\)](#) concernant, notamment, l'exécution du mandat de la Mission d'assistance des Nations Unies en Somalie (MANUSOM) ([S/2024/129](#)). Il a entendu des exposés de la Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la MANUSOM, Catriona Laing, et du Représentant spécial pour la Somalie de la présidence de la Commission de l'Union africaine et Chef de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS), Mohammed El-Amine Souef.

La Représentante spéciale du Secrétaire général s'est centrée sur l'évolution politique et les faits survenus dans la région, la sécurité, les femmes et la paix et la sécurité, les droits humains, la situation humanitaire et sa corrélation avec les changements climatiques, le développement économique et la transition. Elle a également évoqué les tensions, en janvier, entre l'Éthiopie et la Somalie consécutives à la signature d'un mémorandum d'accord entre l'Éthiopie et les autorités du « Somaliland ». Elle a souligné l'importance de la tenue d'un dialogue constructif entre les parties en vue d'apaiser les tensions et s'est inquiétée du fait que les Chabab

exploitaient la situation pour attirer des recrues. Elle a souligné que la lutte contre les Chabab demeurait une priorité absolue et que les fortes pluies qui s'étaient abattues sur le pays au cours de la période considérée avaient entravé les efforts de lutte contre le groupe. La Représentante spéciale a également noté que la deuxième phase du retrait de l'ATMIS avait été achevée.

Le Représentant spécial de la présidence de la Commission de l'Union africaine a fait un exposé sur les principales étapes franchies par la Somalie au cours de la période considérée, y compris celles mentionnées par la Représentante spéciale du Secrétaire général, sur l'organisation à New York de la conférence sur la sécurité en Somalie et sur le lancement du processus d'amendement de la constitution.

Les membres du Conseil de sécurité ont salué les résultats obtenus par le Gouvernement somalien au cours de la période considérée. Plusieurs d'entre eux ont exprimé leur inquiétude quant aux tensions opposant l'Éthiopie à la Somalie et ont appelé au respect de l'unité, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Somalie ainsi qu'à un dialogue constructif en vue d'une désescalade des tensions.

## **Soudan**

### **La situation au Soudan**

Le 27 février, à la demande du Royaume-Uni, le Conseil de sécurité a examiné la situation au Soudan dans le cadre de consultations tenues au titre du point intitulé « Questions diverses ».

## **VII. Asie**

### **Myanmar**

#### **La situation au Myanmar**

Le 5 février, le Conseil de sécurité a tenu une séance privée sur la situation au Myanmar, à la demande du Royaume-Uni.

L'Envoyé spécial de la présidence de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est pour le Myanmar, Alounkeo Kittikhoun, et le Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, Mohamed Khaled Khiari, ont fait des exposés.

Un communiqué a été publié à l'issue de la séance.

---